

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/7/EGY/1

11 août 1998

(98-3161)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION PRÉSENTÉE AU TITRE DE L'ARTICLE 12:4 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES AVANT L'APPLICATION D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE PROVISoire VISÉE À L'ARTICLE 6

ÉGYPTE

La Mission permanente de l'Égypte a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 août 1998.

J'ai le plaisir d'informer le Comité des sauvegardes que la République arabe d'Égypte a décidé de prendre des mesures de sauvegarde provisoires. Voici la notification au titre de l'article 12:4 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

1. Éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par l'accroissement des importations

Il a été conclu que l'industrie égyptienne des allumettes avait subi un grave préjudice. On est parvenu à cette conclusion après avoir examiné toute une série de facteurs relatifs à l'industrie. Les éléments de preuve de l'existence d'un préjudice grave ont révélé une dégradation générale notable de la situation de la branche de production nationale. Dans cette branche de production, les importations ont entraîné une baisse et une sous-cotation des prix; la production, les ventes et l'utilisation de la capacité de production ont considérablement diminué, de même que les bénéfices.

2. Indiquer s'il existe un accroissement des importations en termes absolus ou par rapport à la production nationale

Au cours de la période examinée, les importations d'allumettes de sûreté en boîtes sont passées de 70 749 cartons en 1995 à 187 712 cartons en 1997. Pendant les quatre premiers mois de 1998, 120 568 cartons ont été importés.

3. Décrire précisément le produit concerné

Allumettes de sûreté en boîtes.

Les marchandises relèvent de la position 36.05.00 du SH.

./.

4. Donner des détails sur les circonstances critiques

Les éléments de preuve ont révélé que l'accroissement des importations, qui sont passées de 6 pour cent en 1995 à 36 pour cent en 1998, avaient provoqué une baisse considérable des bénéfices du principal producteur local. Cette baisse a été si forte que l'on s'est réellement demandé si l'entreprise allait rester viable. Le producteur se trouve dans une situation critique qui, s'il n'y est pas remédié rapidement, risque de faire beaucoup de tort à l'entreprise. Il serait difficile de réparer un tel tort.

5. Décrire précisément la mesure provisoire

Un droit de 46 pour cent (valeur c.a.f.) sera imposé en tant que mesure de sauvegarde provisoire pendant une période de 200 jours au maximum.

6. Indiquer la date d'introduction de la mesure et sa durée

La mesure sera introduite après la publication de l'avis au Journal officiel. La date exacte ne peut pas encore être communiquée, mais elle le sera bientôt. Comme cela est indiqué ci-dessus, la durée ne peut dépasser 200 jours. Pendant cette période, l'enquête sera achevée et une détermination finale établie.
